

4 Économie

Risques environnementaux liés à la manipulation des produits chimiques
Des atouts pour une gestion des installations à haut risque

F.A.
Libreville/Gabon

SE doter d'une expertise nationale susceptible de délivrer des autorisations aux installations classées, de faire leur surveillance ainsi que le contrôle des activités basées sur la gestion des produits chimiques. Ce sont les enjeux de la formation entamée depuis lundi, à l'École nationale d'administration (ENA) de Libreville. Cette formation s'inscrit dans le cadre du projet 41, intitulé "l'installation chimique à haut risque", financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par l'Agence française d'expertise technique internationale. Composé de quatre modules, cet enseignement vise notamment l'état des lieux du cadre juridique en rapport avec les installations classées ou installations à haut risque. La finalité étant de savoir si le Gabon respecte les normes internationales en matière de gestion des risques chimiques au sein des installations classées.



Photo : F.A.

La ministre déléguée chargée de la Décentralisation et du Développement local, Lucienne Ogouwalanga Awore(c), a ouvert les travaux de l'atelier.

Prennent part à cette formation, les administrations ayant une activité de gestion des risques chimiques, les industriels; mais aussi tous ceux qui peuvent intervenir dans le cadre d'une urgence. A savoir la police, les sapeurs-pompiers, les gendarmes, le personnel de santé, celui de la Croix-Rouge gabonaise, la protection civile... « Cette formation vient au moment où le monde est de plus en plus exposé aux risques chimiques, bactériens, radiologiques, nucléaires, biologiques, etc. Le cas de Fukushima au Japon et de bien d'autres événements. (...) Il est nécessaire, et plus qu'urgent, d'agir et agir surtout de façon mé-

thodique pour faire de la gestion des risques chimiques une des priorités d'intervention dans notre pays», a déclaré la ministre déléguée chargée de la Décentralisation et du Développement local, Lucienne Ogouwalanga Awore. Une semaine durant, les experts vont plancher sur la prévention, la préparation et l'intervention en cas d'incident chimique, et également sur la réduction, la limitation en cas de conséquences environnementales. Pour rappel, le projet 41 portant sur "l'installation chimique à haut risque" et la réduction des risques dans la région de la façade atlantique (FAA), a



Photo : F.A.

Une séquence de la cérémonie d'ouverture.

pour but de développer les capacités et d'améliorer la bonne gestion des risques chimiques dans la région de la façade atlantique africaine. But: prévenir l'occurrence de risques graves d'incidents chimiques à l'intérieur et autour des installations chimiques importantes, et intervenir rapidement et de façon appropriée en cas d'incident chimique, pour limiter l'impact sur la santé humaine et sur l'environnement, et reprendre une activité normale. « Le Gabon est éligible parmi huit pays dans ce projet. Et il y a environ huit mois, un ambassadeur de l'Union Européenne est venu faire une évaluation,

et il en ressort que le Gabon fait partie des bons élèves de ces huit pays», a expliqué le représentant de l'ambassadeur de France au Gabon. Ces formations leur permettront de bien manipuler au quotidien les substances chimiques que l'on retrouve dans les installations à hauts risques, souvent dangereux pour les employés, l'environnement, mais aussi pour les populations aux alentours des installations. De la sorte, les apprenants vont maîtriser la limitation des conséquences environnementales, suite à un incident chimique, et s'approprier les mesures de reprise d'activité.

Brèves

Inde/Un grand émergent en forme
Après une année fiscale 2014-2015 satisfaisante, le taux de croissance de l'Inde a connu une progression notable (7,3% du PIB) durant l'année fiscale suivante. Selon les prévisions, cette dynamique pourrait se renforcer en 2016-2017, faisant de l'économie indienne la plus dynamique du monde. Ces chiffres sont à prendre avec des pincettes, dans la mesure où la nouvelle méthode de calcul du PIB gonflerait ces performances. Néanmoins, l'économie indienne a mieux résisté que les autres pays émergents au ralentissement économique mondial. L'Inde a profité en 2015 de la baisse des cours mondiaux du pétrole.-

Brésil/Perspectives prometteuses de l'industrie du manioc
Le Brésil prend très au sérieux l'avenir de l'industrie manioc. Face aux bouleversements et aux demandes industrielles variées et croissantes, celui-ci a dû modifier ses gammes de produits, en créant et en recherchant de nouvelles applications. Les industries brésiliennes du manioc entreprennent de plus en plus des initiatives pour diversifier leurs marchés. Ces diversifications concernent notamment le développement du marché du polvilho azedo (amidon fermenté et séché au soleil, présentant un pouvoir de panification), dans les fast food et pour la formulation de pre-mix; ou l'utilisation de la farine dans l'extraction de minerais. On parle même de fabrication de frites de manioc congelées. Ou encore l'utilisation de l'amidon de manioc comme substitut du malt en brasserie. Bien qu'encore limitées, ces diversifications représentent un marché potentiel important qui permettrait de revaloriser l'ensemble de la filière du manioc au Brésil (production, transformation, commercialisation). Face à ces enjeux, les industries brésiliennes sont en train d'investir dans des travaux de recherche-développement, tant en technologie qu'en identification de marchés et marketing.

Rassemblées par I. M'B.

Carte Rose Cémac / Trois questions au président du Conseil des bureaux...
...Claver Olandzobo : " le trafic s'accroît et la fluidité est une réalité dans la zone Cémac "

Propos recueillis par Innocent M'BADOUMA & F.A.
Libreville/Gabon

Le Conseil des Bureaux de la Carte internationale d'assurance de responsabilité civile automobile (Carte Rose) est en conclave à Libreville. Le nouveau président dudit Conseil, Claver Olandzobo, situe la tendance en matière de circulation dans la sous-région Cémac et décline la prospective de la Carte Rose

L'Union. A travers vos statistiques, vous suivez le mouvement transfrontalier des véhicules. Quelle est aujourd'hui la tendance en matière de circulation des personnes au sein de la Cémac ?

Claver OLANDZOBO :

Avec les corridors qui se mettent en place d'un État à un autre, nous observons une augmentation du trafic inter-Etats des personnes, des biens, de la circulation routière. Là-dessus, cela ne fait aucun doute, le trafic s'accroît. La fluidité du trafic est donc une réalité dans la zone Cémac. Mais avant de comparer avec une autre sous-région, il faut tenir compte des contraintes géographiques et historiques. Nous avons beaucoup de forêts denses, des monts, des cours d'eau et des fleuves, etc. Pour construire une route d'un pays à un autre, il faut plus d'ingéniosité, plus de budgets financiers. Mais, la dynamique est constatée, le trafic s'intensifie d'un pays à un autre.

Êtes-vous aujourd'hui satisfait du rôle joué par



Photo : F.A.

Claver Olandzobo, président du Conseil des bureaux.

vos institutions dans la libre circulation et le fonctionnement de la Carte Rose Cémac ?
Nous pouvons être fiers de notre institution. C'est vrai que dans la course à la qualité, il n'y a pas de ligne d'arrivée. La carte Rose Cémac a fait des progrès dans son organisation, son fonctionnement et l'effectivité du règlement des sinistres. Nul doute qu'il y a

des choses à améliorer. Nous ne pouvons dormir sur nos lauriers. Il nous faut tendre toujours vers une qualité des services et une organisation plus efficace.

Vous tenez à Libreville les travaux de la 20e session ordinaire du Conseil des bureaux de la carte internationale d'assurance de responsabilité civile automobile, dénommée carte Rose Cémac. Quelles sont les idées fortes qui se dégagent par rapport à l'avenir de ladite carte ?

Il est important que les marchés communiquent beaucoup. Nous allons insister sur la communication, qui a pour effet de réveiller les acteurs de l'assurance que sont les compagnies et les usagers de l'automobile. En dehors de

la communication, il y a la prise de conscience du rôle des assureurs car, in fine, il y a quand même quelqu'un qui doit payer le sinistre. A savoir, la compagnie d'assurance. Les échanges entre les bureaux nationaux et les compagnies d'assurance semblent être un élément important, qui peut aussi amener le dénouement rapide de beaucoup de sinistres transfrontaliers. Enfin, les échanges entre les bureaux nationaux de l'institution Carte Rose dans les différents pays membres, sont aussi un facteur pouvant influencer le paiement rapide des différents accidents de la circulation. Ce sont les trois points sur lesquels nous devons insister à l'avenir, pour arriver à accélérer la cadence de règlement des sinistres transfrontaliers.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 11/01/2017			FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du		
	XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957				
	USD	1,0567	1USD =	620,760	1 USD	642,487	CAC 40	11/01/2017	4 883,90	
	CAD	1,3992	1CAD =	468,809	1 CAD	493,173	DOW JONES	11/01/2017	19 870,04	
	JPY	122,8400	1JPY =	5,340	100 JPY	555,288				
	GBP	0,8694	1GBP =	754,494	1 GBP	787,429				
	CHF	1,0737	1CHF =	610,931	100 CHF	63 955,93				
	ZAR	14,4773	1ZAR =	45,309	100 ZAR	4 711,62				
	MAD	10,6853	1MAD =	61,389	MAD	63,84				
	CNY	7,3176	1CNY =	89,641	1CNY	92,33				
	KES	110,0000	1KES =	5,963	1KES	6,14				

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
11 Janvier 2017: 54,89

CHANGEMENTS
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>